

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

Maître de l'ouvrage : Etat – Ministère des Armées

Conducteur d'opération :

Etablissement du Service D'Infrastructure de la Défense de Lyon – Division Investissements – Pôle de Conduite des Opérations de Marseille (PCO MRS)

Objet du marché :

**MARSEILLE (13) – SAINTE-MARTHE – Resserrement de l'ELOCA —
Construction d'un hangar logistique**

Marché de programmiste

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE – LEXIQUE	4
1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 CONTENU DE LA MISSION	4
1.3 SOUS-TRAITANCE	5
1.4 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	5
1.4.1 Restrictions diverses	5
1.4.2 Protection du secret de la défense nationale	5
1.4.3 Contrôle d'accès	6
1.5 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION : CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	6
1.6 INSPECTION DU TRAVAIL	6
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 PIECES PARTICULIERES	7
2.2 PIECES GENERALES	7
3. CLAUSES DIVERSES	7
3.1 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	7
3.2 UTILISATION DE RESULTATS	7
3.3 ORDRES DE SERVICES	7
4. MODALITES D'EXECUTION	7
4.1 RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ/SUPPLEANCE :	7
4.2 REMPLACEMENT DU RESPONSABLE PHYSIQUE	7
4.3 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	7
4.4 PERSONNEL EMPLOYE POUR L'EXECUTION DU MARCHÉ	8
5. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX	8
5.1 MODALITES DE REGLEMENT	8
5.2 VARIATIONS DE PRIX	8
6. CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS	9
6.1 ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	9
6.2 ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	9
7. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	9
7.1 DELAIS GLOBAUX D'EXECUTION – TRANCHE FERME ET TRANCHES OPTIONNELLES	9
7.2 PRESENTATION DES DOCUMENTS	11
7.3 PENALITES	11
7.3.1 Absence aux réunions / rendez-vous	12
7.3.2 Pénalités applicables au retard de remise de documents	12
7.3.3 Sous-traitance non déclarée	12
7.4 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	12
8. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.	12
8.1 PRESENTATION DU DISPOSITIF « E-ATTESTATIONS »	12
8.2 DOCUMENTS A PRODUIRE	12
9. AVANCE	13
10. RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES	13
10.1 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS (PARTIES TECHNIQUES / PHASES)	13
10.2 RESILIATION DU MARCHÉ	13
10.3 CLAUSES DIVERSES	13
10.3.1 Conduite des prestations dans un groupement	13
10.3.2 Saisie – attribution	14
10.3.3 Assurances	14
10.3.4 Nantissement - Cession de créance	14

10.3.5	Retenue de garantie	14
11.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

ESID Lyon : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

AMO : Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage

APD : Avant-Projet Définitif

APS : Avant-Projet Sommaire

PRO : Etudes de PROjet

CR : Marché global de type conception-réalisation au sens des articles L 2171 et R 2171-du CCP

PA : Pouvoir Adjudicateur

CCP : Code de la Commande Publique

RP : Revue de Programme

TF : Tranche Ferme

TO : Tranche Optionnelle

PTx : Partie technique au sens de l'article 22 du CCAG PI

CCP désigne le code de la commande publique publié au journal officiel de la République du 5 décembre 2018 comprenant

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 modifié portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du code de la commande publique

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution de prestations intellectuelles ayant pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en programmation (marché de programmiste) en vue d'effectuer les missions définies au CCTP pendant les phases d'élaboration du pré-programme, du programme architectural, fonctionnel et technique de l'opération et de conception (APD) des travaux suivants : construction d'un hangar logistique incluant les équipements logistiques dans les quartiers Nord de Marseille (13) sur le camp militaire de Sainte-Marthe.

Lieu(x) d'exécution des prestations : MARSEILLE (13014) – Camp militaire de Sainte-Marthe.

La description des prestations est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2 Contenu de la mission

Le marché est découpé en tranches et en parties techniques (au sens de l'article 22 du CCAG/PI).

Les parties techniques s'entendent, toutes missions confondues définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

- Tranche ferme : Etudes de programmation
 - o PT1 : Appropriation des données, recueil du besoin à travers l'animation de GT, élaboration et rédaction du pré-programme de l'opération ;
 - o PT2 : Elaboration et rédaction du programme architectural, fonctionnel et technique comprenant les équipements logistiques relatif à la construction d'un hangar logistique ;
 - o PT3 : Préparation et animation de la Revue de Programme (RP) ;
 - o PT4 : Mise à jour éventuelle du programme suite à la Revue de Programme (RP) ;
- Tranche optionnelle 1 :
 - o PT5 : Assistance au maître d'ouvrage pour la désignation du groupement de CR ;
- Tranche optionnelle 2 :
 - o PT6 : Assistance au maître d'ouvrage pendant la phase de conception APD.

Le phasage prévisionnel de l'opération est détaillé à l'article 7.1 du présent document.

1.3 Sous-traitance

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire (le cas échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- Un extrait Kbis (ou le cas échéant à compter du 01/11/2021, le NUMERO UNIQUE d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2193-13 du code de la commande publique).
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant:
 - ☐ qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ☐ ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du CCP (i.e. le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total du marché).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire devra alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée par la délégation de paiement rédigée par l'acheteur et transmise sur simple demande de l'opérateur économique.

Lorsque le titulaire du marché public souhaite sous-traiter des prestations impliquant la sous-traitance de traitement de données à caractère personnel, l'acheteur doit donner son autorisation écrite préalable en application de l'article 28.2 du RGPD (règlement général de la protection des données) et l'article 5 du CCAG/PI.

1.4 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense : le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI relatif à la confidentialité et aux mesures de sécurité.

Le titulaire du marché déclare en outre se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret.

Par application de l'article 5.3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, il est précisé que toute information, document ou élément relatif aux objets mis au jour dans le cadre des opérations présente un caractère confidentiel. Dans ce cadre, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. La décision de communiquer ces informations, documents ou éléments appartient à l'acheteur.

Tout assistant à maîtrise d'ouvrage ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient des informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur le projet.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.4.1 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.4.2 Protection du secret de la défense nationale

Sans objet.

1.4.3 Contrôle d'accès

Le titulaire se conformera strictement aux règles de contrôle d'accès du site et à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense (joint à la consultation).

Tous les personnels susceptibles d'œuvrer dans l'enceinte de l'établissement font l'objet d'une enquête préalable du service de Protection et Sécurité de la Défense dénommée « Demande de contrôle primaire (CPR) ». Le délai d'instruction de la demande de CPR est d'environ 3 mois.

Avant le début d'exécution des prestations, le titulaire doit remettre à la personne publique, une liste indiquant les noms, adresses et photos d'identité de ses personnels affectés sur le site.

Cette liste devra être tenue à jour mensuellement et mentionner les modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail.

La liste des agents du titulaire, comportant la fonction exercée pour chacun d'eux ainsi que les qualifications communes et particulières exigées ou équivalentes seront soumises à l'agrément de l'autorité militaire avant le début d'exécution des prestations.

Le titulaire peut demander à l'administration de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements, qu'il formule du fait des conditions particulières du marché.

Le titulaire s'engage à se présenter au responsable désigné par l'organisme bénéficiaire afin d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et d'autre part pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels.

Tout changement, même temporaire, de ces personnels, sera immédiatement porté à la connaissance de l'autorité militaire.

En cas d'avis réservé, restreint ou défavorable du contrôle élémentaire de sécurité (CPR), le personnel peut se voir refuser l'accès sur les sites militaires sur simple décision du chef de site. Pour des raisons de confidentialité, l'administration militaire n'est pas tenue de justifier sa décision. L'entreprise est tenue de respecter la décision du chef de site et, le cas échéant, de remplacer son personnel sans pouvoir justifier de frais ou délai supplémentaire.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site est refusé à ses employés.

Tous les personnels doivent être munis d'un laissez-passer remis par le maître d'ouvrage durant la période de préparation, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les personnels étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel sont opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des travaux.

1.5 Condition particulière d'exécution : clause sociale d'insertion

Sans objet.

1.6 Inspection du travail

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail. Ses coordonnées sont les suivantes :

Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75509 PARIS CEDEX 15

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation de l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- **L'acte d'engagement** (AE) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le CCTP est assorti des pièces suivantes, jointes à l'offre du titulaire :
 - Les éléments issus du **mémoire technique et du tableau des heures prévisionnelles (DTI)** et intégrés à l'éventuelle mise au point.
- **La décomposition des prix forfaitaires (DPF)**, décomposant le montant global de l'AE.

2.2 Pièces générales

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles** (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié.

3. CLAUSES DIVERSES

3.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail.

3.2 Utilisation de résultats

Il est fait application de l'article 35 du CCAG PI.

3.3 Ordres de services

En précision de l'article 3.8 du CCAG PI, les ordres de service sont adressés par tout moyen de transmission numérique ou matériel permettant d'identifier la date ou/et l'heure par l'acheteur au titulaire.

4. MODALITES D'EXECUTION

4.1 Responsable physique du marché/suppléance :

L'exécution des prestations est assurée pour les différentes tranches et parties techniques par la/les personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'Acte d'Engagement, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG PI.

La bonne exécution de ces prestations dépend essentiellement de(s) la personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, en vertu de ce qui précède il est fait obligation au titulaire de désigner au moins un remplaçant dont le nom et les références seront mentionnées dans le présent marché afin d'assurer une continuité dans l'exécution du marché.

4.2 Remplacement du responsable physique

En cas de remplacement du responsable physique du marché en cours d'exécution des prestations, il est fait application de dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Le délai de remplacement de l'intervenant n'est pas suspensif du délai contractuel de réalisation de la prestation.

4.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI sont applicables.

4.4 Personnel employé pour l'exécution du marché

Le titulaire du marché certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 et L.1221-13 du Code du travail.

Le titulaire du marché s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

5. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

5.1 Modalités de règlement

Conformément aux articles 11.4 à 11.8 du CCAG PI, le règlement du présent marché se fait sur présentation d'une facture mensuelle ou trimestrielle détaillée, le cas échéant à la fin de chaque partie technique.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 modifiée relative au développement de la facturation électronique, rend obligatoire le dépôt des factures sur le portail Chorus pro* et ce, pour toutes les catégories d'entreprises à compter du 1er janvier 2019.

A défaut, les factures seront réputées non parvenues dans les services de l'Etat conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016.

Mentions obligatoires à faire figurer sur la (les) facture (s) détaillée (s) :

- ☐ Code SE : D10711F069
- ☐ N° d'engagement juridique et n° marché figurant en annexe de l'acte d'engagement
- ☐ Nom ou raison sociale et adresse complète
- ☐ Numéro de SIRET ou SIREN
- ☐ Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)
- ☐ Numéro et date de la facture
- ☐ Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC

IMPORTANT

Si un sous-traitant est intervenu, la facture fera apparaître en plus :

☐ **Montant TTC en paiement direct au sous-traitant**

Et sera accompagnée de l'acte de sous-traitance.

* Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont disponibles sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Modalités de dépôt de la facture :

- ☐ La facture est déposée sur l'onglet « factures émises/dépôt factures »
- ☐ Vérifier et corriger si besoin les données qui se sont incrémentées,
- ☐ A la question « le destinataire est-il l'Etat ? », cochez OUI,
- ☐ Le SIRET s'incrémente automatiquement,
- ☐ Entrer le code service **D10711F069**
- ☐ **Valider.**

Le taux de TVA appliqué sera celui en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles si cette date est postérieure à la réception de la facture (L.2192-10 et R.2192-10 du CCP).

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à 36.

5.2 Variations de prix

Les prix sont révisables.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé “ mois zéro ” et figure dans l’annexe à l’Acte d’Engagement du présent marché, transmise lors de la notification.

Index choisi(s) pour la révision des prix des travaux faisant l’objet du marché :

Index	Définition	Prix concernés
ING	Ingénierie	Tous

Les index T.P. et B.T. sont publiés au Bulletin Officiel du ministère de l’écologie, du développement durable et de l’énergie – commissariat général au développement durable Ministère de l’égalité des territoires et du logement. Site www.developpement-durable.gouv.fr ainsi qu’au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de l’acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_0)$$

dans laquelle I₀ et I_n sont les valeurs prises par l’index de référence I du marché ou du lot concerné respectivement au mois zéro et au mois n.

La périodicité de la révision suit la périodicité des factures.

6. CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Admission des parties techniques

L’acheteur dispose d’un délai de vérification de 2 mois conformément à l’article 28.2 du CCAG PI pour vérifier la bonne réalisation de chacune des parties techniques.

Par dérogation à l’article 29 du CCAG PI, les différentes parties techniques font l’objet d’une décision d’admission, d’ajournement, de réfaction ou de rejet signée et notifiée par l’acheteur par OS au titulaire ; cette décision ne peut intervenir qu’après remise complète des documents qui s’y rapportent. Le silence gardé par l’acheteur ne vaut pas acceptation de la prestation.

Ces délais courent à compter de la date de l’accusé de réception par le maître d’ouvrage du document à admettre.

6.2 Achèvement des prestations

Les prestations s’achèvent à l’admission de la dernière partie technique du marché (toute tranche affermie confondue) et après remise de tous les documents dus par le titulaire.

Par dérogation à l’article 29 du CCAG PI, l’achèvement de la mission globale du marché fait l’objet d’une décision de l’acheteur constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Cette décision est notifiée par l’acheteur au titulaire par ordre de service.

7. DELAI(S) D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

7.1 Délais globaux d’exécution – Tranche ferme et tranches optionnelles

Le calendrier prévisionnel de l’opération à ce stade de la procédure est le suivant :

- Février 2024 – Mai 2024 : Appropriation des données, recueil du besoin à travers l’animation de GT, élaboration et rédaction du pré-programme de l’opération ;
- Juin 2024 – Juillet 2024 : Assistance dans la rédaction du programme architectural et technique de l’opération incluant les équipements logistiques ;
- Juillet 2024 : Revue de Programme (RP) ;
- Août 2024 : Validation du programme par le bénéficiaire ;
- Septembre 2024 – Juin 2025 : Assistance dans l’attribution du marché global de conception-réalisation (CR) ;
- Juillet 2025 : Date envisagée de notification du marché global de conception-réalisation (CR) ;
- Août 2025 – Février 2026 : Conception (APD – PRO) ;

- Février 2026 – Avril 2026 : Période de préparation ;
- Avril 2026 – Avril 2027 : Travaux ;
- Avril 2027 – Juillet 2027: Mise en service (déménagement).

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG PI, le point de départ du délai d'exécution de la partie technique concernée court à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Le démarrage d'une partie technique n'est pas conditionné par la réception de la partie technique précédente.

Les délais du présent marché liés à l'opération sont les suivants :

		Libellé	Durées prévisionnelles des prestations
TRANCHE FERME	PT1	Appropriation des données, recueil du besoin à travers l'animation de GT, élaboration et rédaction du pré-programme de l'opération	3 mois
	PT2	Elaboration et rédaction du programme architectural, fonctionnel et technique comprenant les équipements logistiques relatif à la construction d'un hangar logistique	2 mois
	PT3	Préparation et animation de la Revue de Programme (RP)	1 semaine
	PT4	Mise à jour éventuelle du programme suite à la Revue de Programme (RP)	1 semaine
TRANCHE OPTIONNELLE 1	PT5	Assistance au maître d'ouvrage pour la désignation du groupement de conception-réalisation (CR)	10 mois à compter de la date de notification de la décision de son affermissement
TRANCHE OPTIONNELLE 2	PT6	Assistance au maître d'ouvrage pendant la phase de conception APD	4 mois à compter de la date de notification de la décision de son affermissement

Le délai maximal d'affermisssement de la tranche optionnelle n° 1 est de 12 mois après la notification de la tranche ferme.

Le délai maximal d'affermisssement de la tranche optionnelle n° 2 est de 12 mois après la notification de la tranche optionnelle n° 1.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non affermisssement des tranches.

Les tranches ne font pas l'objet d'admission particulière dans la mesure où elles sont constituées de parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG PI qui seront admises selon les prescriptions du présent marché.

Durant les différentes parties techniques, le Titulaire devra participer à des réunions décrites et détaillées au CCTP.

La convocation aux réunions s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage, pour la première réunion, puis par indication sur le compte-rendu de la réunion précédente pour les réunions suivantes ou par ordre de service du maître d'ouvrage.

L'ordre du jour, regroupant les propositions du maître d'ouvrage et/ou du titulaire du marché global de conception-réalisation, est transmis par le maître d'ouvrage au plus tard 48h00 ouvrées avant la réunion. Les réunions ont lieu à Marseille ou à Lyon.

Chaque réunion amènera à la rédaction d'un rapport à destination du Maitre d'Ouvrage et éventuellement du titulaire du marché global (CR).

7.2 Présentation des documents

Les documents sont remis par le titulaire au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Pour certains documents particuliers demandés par le MOU (exemple : version définitive du pré-programme, du programme, etc.), il est attendu **deux (2) exemplaires format papier**.

Les documents fournis doivent notamment respecter les formats suivants (le détail des rendus attendus est décrit au CCTP) :

- Plans sous la forme *.pdf *.dgn et *.dwg (avec ortho-référencement) ;
- Textes sous la forme *.pdf et *.doc ;
- Tableaux numériques sous la forme *.pdf et *.xls ;
- Plannings sous la forme *.gantt et *.pdf ;
- Présentations sous la forme *.ppt et *.pdf.

Le support informatique sera présenté et commenté par le titulaire. Les documents seront acceptés lorsque leur contenu aura été reconnu compatible avec les moyens informatiques de l'ESID de Lyon.

Le Titulaire dispose des délais suivants pour la remise des documents :

Toutes tranches et parties techniques confondues

- Compte-rendu de réunion → 2 jours ouvrés ;
- Rapports de présentation, supports de présentation → 3 jours ouvrés avant la réunion/présentation ;

Tranche ferme (TF) – Parties techniques 1 à 4

- Rapport d'analyse des données et de recueil du besoin → 5 jours ouvrés ;
- Pré-programme → 10 jours ouvrés ;
- Programme → 10 jours ouvrés ;

Tranche optionnelle 1 (TO1) – Partie technique 5 – Assistance au maître d'ouvrage pour la désignation du groupement de CR

- Modèle de tableau d'analyse des candidatures et des offres → 15 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse des candidatures → 10 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse des offres initiales → 15 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse des offres finales → 10 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse de la mise au point de l'APS du lauréat → 5 jours ouvrés.

Tranche optionnelle 2 (TO2) – Partie technique 6 – Assistance au maître d'ouvrage pendant la phase de conception APD

- Ordres du jour des réunions de conception → 5 jours ouvrés avant la réunion ;
- Avis sur les compte-rendus émis par le titulaire du marché global (CR) → 2 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse APD → 15 jours ouvrés ;
- Rapport d'analyse du permis de construire et proposition d'avis pour validation du PC avant dépôt par la MOA → 10 jours ouvrés ;

L'ensemble des délais précités s'entend à réception de l'ordre de service ou de la fin de l'élément (exemple : pas d'OS pour l'émission d'un compte-rendu de réunion).

7.3 Pénalités

Les pénalités ne sont pas soumises à variation de prix.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant hors taxe de la tranche considérée (amendé des avenants éventuels).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euros.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, le montant des pénalités est fixé dans les articles ci-après :

7.3.1 Absence aux réunions / rendez-vous

Pour toute absence non excusée ou retard injustifié aux réunions prévues et mentionnées dans divers articles du CCTP, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **500 € HT** par réunion quelle que soit la phase.

7.3.2 Pénalités applicables au retard de remise de documents

Par dérogation à l'article 14.1 et 14.1.1 du CCAG PI, en cas de retard constaté dans la remise des documents demandés par le maître d'ouvrage, les pénalités journalières hors taxe sont fixées à **500 € HT** par document.

7.3.3 Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de **2000 € HT** pour sous-traitance constatée dans le cadre du marché n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

7.4 Lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr)

Conformément au dispositif d'alerte, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 27-1 et 39 du CCAG PI.

8. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.

8.1 Présentation du dispositif « e-Attestations »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi, le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

8.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur, **tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG PI.

9. AVANCE

Une avance est versée au titulaire dans les conditions de l'article R.2191-7 du CCP et par application de l'article 11-1 option A du CCAG PI.

Le taux de l'avance est fixé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché ou de la tranche considérée.

10. RESILIATION DU MARCHE – CLAUSES DIVERSES

10.1 Arrêt de l'exécution des prestations (parties techniques / phases)

En application des articles 22 et 38.3 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue des éléments cités ci-après, sans que cette décision puisse donner lieu à indemnité :

- Au terme de chaque phase (partie technique) ;
- En cas d'abandon du projet d'infrastructure ;
- En cas de résiliation du marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévues à l'article 1.2 emporte la résiliation du marché sans indemnité. Suite à résiliation, et en application des dispositions de l'article 27.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire du présent marché.

10.2 Résiliation du marché

10.2.1 Résiliation aux torts du titulaire :

-L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à 16 du CCP peut entraîner, par décision de l'acheteur aux frais et risques du titulaire, la résiliation du marché.

« Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique ».

-En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié aux torts du titulaire sans indemnité.

-En complément des articles 36 à 40 du CCAG PI, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire lorsque le montant des pénalités a atteint le seuil de 20% du montant hors taxe du marché (amendé le cas échéant de ses avenants), la capacité de ce dernier à exécuter le présent marché étant engagée.

10.2.2 Autres cas de résiliation :

Les articles 36 à 40 du CCAG PI sont applicables.

10.3 Clauses diverses

10.3.1 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG PI, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 31) et les autres cas de résiliation (article 32) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

10.3.2 Saisie – attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

10.3.3 Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG PI.

10.3.4 Nantissement - Cession de créance

Conformément à l'article L 2191-8 et R2191-45 et suivants du CCP, le titulaire peut céder sa créance. Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG PI, si le titulaire souhaite nantir son marché, il devra en faire la demande auprès de l'acheteur. Après restitution de son acte d'engagement, il lui sera remis une copie de l'original de ce document certifié par le pouvoir adjudicateur et portant la mention : « cette pièce formera titre en cas de nantissement consenti conformément au code du commerce et aux articles 2355 à 2366 du Code Civil et est délivré dans ce but en exemplaire unique. »

10.3.5 Retenue de garantie

Sans objet.

11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG PI ;

Les articles 6.1 et 6.2 dérogent à l'article 29 du CCAG PI ;

L'article 7.1 déroge à l'article 13.1 du CCAG PI ;

L'article 7.3 déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI ;

L'article 7.3.2 déroge aux articles 14.1 et 14.1.1 du CCAG PI ;

L'article 10.3.4 déroge à l'article 4.2 du CCAG PI.